



Déclaration de la CGT Finances Publiques au CTPC Emplois du 6 décembre.

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans évoquer le contexte dans lequel s'ouvre ce CTPC. Les réformes tout azimut sur fond d'austérité se multiplient en Europe, pour répondre aux exigences des agences de notation et des marchés financiers. La réforme des retraites en France s'inscrit elle aussi dans cette même logique.

Même promulguée, pour la CGT et les millions de salariés qui se sont mobilisés pendant des mois, cette réforme reste injuste et inefficace. Nous continuons à exiger son abrogation et à porter d'autres orientations pour mieux répondre aux besoins des actuels comme des futurs retraités s'inscrivant dans un tout autre partage des richesses.

Le gouvernement non seulement reste sourd aux revendications des salariés, au lieu même et ne répond que par des plans d'austérité supplémentaires qui ont pour conséquences le chômage massif, le chômage des jeunes, le chômage des seniors, les suppressions des postes de fonctionnaires. Voilà le seul avenir que réserve le gouvernement à la population !

Le lien avec le CTPC réuni à nouveau aujourd'hui est bien sûr évident puisque à l'ordre du jour est inscrite l'étude du PLF 2011 autrement dit les suppressions d'emplois au sein de la DGFIP.

Le chiffre est désormais connu officiellement, c'est bien 2 667 emplois des agents de notre direction qui seront supprimés. Le remaniement ministériel avec le transfert de la Fonction Publique au ministère est en ce sens emblématique et confirme la reconduction pour plusieurs années encore de la politique des suppressions d'emplois publics.

Quant aux dernières années, les chiffres des suppressions donnent sans aucun doute le tournis. Juste pour mémoire de 2009 à 2011, ce ne sont pas moins de 7606 emplois qui sont supprimés dans notre direction... Rapporté aux effectifs, les effets ne peuvent être neutres que ce soit pour l'exercice de nos missions et les droits des agents en matière de règles de gestion... Mais cela vous le savez, il ne pourrait en être autrement pour les agents qui vous alertent depuis plusieurs années. Votre réponse à leur préoccupation devenue angoisse quotidienne : des groupes experts métiers GEM dans lesquels les agents pourraient émettre des propositions pour simplifier les processus de travail, bien maigre prise de conscience mais on continue !

Fait plutôt nouveau... les cadres sont très inquiets d'une situation qui atteint des limites insupportables au niveau organisationnel, mais cela aussi vous le savez... Académie des cadres, réingénierie des chaînes de travail, des mesures censées venir éteindre le feu qui couve... Mais jusqu'à quand ? Les risques pris sont à la hauteur d'une politique qui se veut jusqu'au-boutiste...

Et pour quels motifs ? Pour quelles raisons ? Nous entendons déjà ici vos arguments pseudo-scientifiques sur l'efficacité ou sur les calculs des outils ORE et TSM, sur le bien fondé de supprimer des emplois suite à l'évolution des procédures administratives, réglementaires et informatiques... autant de discours qui nous sont habituellement tenus, et qui sont sûrement à l'ordre du jour.

Or peu importe ces discours, le choix est bien celui d'une politique dogmatique de suppression. Dogmatique ? Oui, car il s'agit bien d'arriver à l'avance à un résultat connu. Pour la DGFIP, le non-remplacement de deux départs à la retraite sur trois. C'est bien le choix qui a été fait et cela malgré la conscience même par tous que la DGFIP avait déjà été largement mise à contribution dans le cadre des suppressions.

Rappelons nous ici de la première rencontre lors de la nomination de notre ministre qui bien que conscient des difficultés liées aux suppressions d'emploi avait proposé non pas de les arrêter... ne rêvons pas... mais bien d'en diminuer le rythme... Le résultat nous le connaissons : rien ne change et on supprime toujours autant...

Mais ne nous trompons pas, Monsieur le Président, que ce choix soit dogmatique est bien le moindre des reproches dont on peut l'affubler mais qui plus est ses effets dangereux pour la DGFIP, ses missions et ses personnels. Perte de repères et de sens, stress, découragements, conséquences sur la santé, les personnels payent le prix fort de ces choix et de leur application sans même un vrai état des lieux de la direction. Car là est bien sa responsabilité... Ce n'est pas un simple suivi des conditions de travail ou même l'affichage de la réduction du nombre d'indicateurs... le nombre d'indicateurs métier restant le même, qui vont changer l'état désastreux dans lequel se trouvent les services...

Dangereuse pour nos missions ? Il suffit d'entendre les remontées des personnels tous cadres confondus sur l'exercice et du sens de leur travail, sur leur réalité vécue quotidiennement pour le comprendre, sur la masse des tâches qui leur sont assignées et le manque de temps pour les exercer... dès lors on ne peut s'empêcher de citer une phrase du premier ministre, lui-même : moins d'emplois, c'est moins de service public c'est moins d'implantation territoriale... et on pourrait rajouter moins de missions de service public...

C'est ainsi que le discours rassurant sur la pérennité du réseau et sur le maintien des missions ne tient pas à l'examen des suppressions d'emplois programmées chaque année : la suppression de structure et de missions selon les termes à la mode dans l'administration c'est donc bien d'adapter nos missions et nos implantations aux moyens que l'on voudra bien nous consentir...

Dangereuse pour les personnels ? Sans aucun doute, quand on connaît le mal-être actuel des services, quand on constate la dégradation des conditions de vie au travail. Car c'est aussi cela qu'expriment les personnels de la DGFIP lorsqu'ils se mobilisent comme ils le font depuis plusieurs mois : un ras le bol de travailler et de vivre dans des services où la priorité est donnée à l'affichage, à la réalisation des objectifs sans tenir compte de leur réalité.

Sur ce point, nous ne pouvons que vous donner acte de l'ouverture d'un cycle de discussion sur les conditions de vie au travail mais vous le savez, nous avons largement eu l'occasion d'en discuter lors du dernier Comité de Suivi pour lequel nous considérons que vous ne répondez pas aux besoins et attentes des agents.. tout simplement puisque vous continuez à appliquer les suppressions d'emplois et que dès lors vous continuez à placer les agents de la DGFIP dans des situations de plus en plus difficiles.

Dogmatique, dangereux.. sont les premiers qualificatifs que l'on peut employer sur votre choix de supprimer les emplois au sein de la DGFIP mais ce choix est aussi tout simplement mauvais et irresponsable vis à vis des usagers.

A l'heure, où tout le démontre, il n'y a jamais eu autant de monde à l'accueil de nos services, au téléphone, où les besoins de présence de la DGFIP sont importants, il serait illusoire de croire que tout continuera à bien se passer, que tout sera fait parfaitement dans les règles de l'art.

Les files d'attentes interminables dans les SIP, l'absence de volonté de donner des moyens aux trésoreries de proximité, de satisfaire les besoins des élus suite aux différentes décisions gouvernementales, de donner des moyens aux CIS ou CPS pour assurer leur mission d'accueil, de satisfaire les besoins en matière de contrôle fiscal (et pas simplement les vérificateurs eux mêmes) , je n'énumérerai pas toute la liste des missions fragilisées ou remises en cause car Monsieur le Président, vous le savez, la liste est malheureusement longue. mais vous avez fait le choix de continuer coûte que coûte au détriment de la qualité du service public .

Ce n'est pas la vision de la CGT. Une fois de plus, nous exigeons l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et l'ouverture d'un véritable débat en partant d'un bilan réel des charges et des besoins afin d'implanter les emplois nécessaires pour remplir pleinement l'ensemble de nos missions. Ce débat, il nous faut l'avoir ici à ce CTPC, vous ne pouvez plus sans arrêt nous renvoyer d'un groupe de travail à l'autre sans jamais évoquer cette question de manière globale. Vous devez enfin apporter des réponses aux agents qui mobilisés dans la période ne peuvent accepter la dégradation continue de l'exercice de leurs missions et de leurs conditions de travail que par ailleurs vous ne cessez dans l'affichage et le discours prétendre améliorer.

Ce n'est pas la première demande de cette nature que nous portons devant vous. Il est grand temps qu'enfin les agents soient entendus et que nous obtenions aujourd'hui des réponses et des réponses concrètes : ça se chiffre, ça se crée, ça s'implante !

Le 6 décembre 2010